



LA MENACE DE PÉNURIE D'ÉNERGIE VA DURER ET MODIFIER L'AGENDA POLITIQUE

AGEFI - 21.10.2022

LES MILIEUX PROCHES DES ENTREPRISES SERAIENT BIEN INSPIRÉS D'ÉLIRE DES PARLEMENTAIRES PRAGMATIQUES, QUI S'ENGAGENT À AUGMENTER LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ EN HIVER

Au risque de passer pour alarmistes, nous ne pouvons exclure en l'état des coupures d'électricité début 2023. La guerre d'agression russe contre l'Ukraine, qui va bientôt entrer dans son neuvième mois, a en effet aggravé la situation fragile de l'approvisionnement de l'Europe et de la Suisse en électricité.

Par ailleurs, un grand nombre de centrales nucléaires françaises sont toujours à l'arrêt, tandis que la sécheresse réduit les possibilités de production d'hydroélectricité, au point que seul un hiver doux en Europe semble être en mesure d'éviter des contingentements de courant frappant les grandes entreprises, voire des coupures d'électricité qui toucheraient, elles, l'ensemble des entreprises et les ménages. Des coupures qui réduiraient l'activité au strict minimum, comme l'a démontré une très récente coupure de courant en ville de Sion, à la suite d'un accident.

Il serait surtout très naïf de croire que la crise énergétique sera résolue à la fin de cet hiver, en avril prochain. En effet, sur la base de récentes déclarations de responsables des services de renseignement allemands, tout indique que la guerre russe en Ukraine va durer en 2023, de même d'ailleurs que la guerre énergétique que mène parallèlement la Russie contre l'Europe tout entière, y compris, peut-être, par le sabotage de gazoducs-clés.

OEn outre, il ne sera probablement pas possible d'augmenter significativement la production d'électricité en Europe, ni pour passer cet hiver 2022-2023, ni probablement non plus pour l'hiver

2023-2024. Tandis qu'il sera tout aussi difficile de remplir à nouveau, d'ici une année, les installations de stockage de gaz en Europe.

Il est donc tout sauf étonnant que le gouvernement allemand à dominante rose-verte prolonge jusqu'en avril 2023 l'exploitation des trois dernières centrales nucléaires que compte notre voisin du Nord. Tandis que les gouvernements français et autrichien remettent en service des centrales à charbon, le Conseil fédéral autorise quant à lui l'installation d'une grande centrale électrique de secours fonctionnant au mazout. Toutes mesures qui auraient été impensables avant la crise énergétique, tant les revendications politiques au nom de la protection du climat primaient toute autre considération.

Il est donc probable, surtout en cas de coupures d'électricité en février prochain, que la crise énergétique et les difficultés économiques qu'elle occasionne modifient encore davantage l'agenda politique, à commencer, pour la Suisse, par l'agenda 2023, année des prochaines élections fédérales.

En ce sens, les milieux proches des entreprises seraient bien inspirés d'élire, dans une année, des parlementaires pragmatiques, qui s'engagent à augmenter massivement la production d'électricité, notamment en hiver, en Suisse.